Le Conseil,

Vu le rapport du 21 septembre 1995, par lequel monsieur le président :

A. Expose ce qui suit :

Par courrier du 6 juillet 1995, monsieur le directeur de l'office communautaire d'HLM de Saint Priest sollicite la garantie de la communauté urbaine de Lyon, pour un prêt de type projet urbain, susceptible d'être contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations, aux conditions suivantes :

- montant : 292 000 F,
- taux : 6,50 %,
- durée : 15 ans,
- annuités : constantes.

Ce prêt est destiné à financer la construction de dix garages situés en secteur DSQ, groupe "Clairon", rue Alfred de Musset à Saint Priest.

L'opération pourrait être garantie à hauteur de 100 % par la communauté urbaine de Lyon ;

B. Propose d'accorder la garantie communautaire à l'office communautaire d'HLM de Saint Priest à hauteur de 100 % d'un prêt de 292 000 F et de l'habiliter, d'une part, à signer la convention de garantie, d'autre part, à intervenir au contrat de prêt ;

Vu ladite garantie communautaire ;

Vu le courrier de monsieur le directeur de l'office communautaire d'HLM de Saint Priest en date du 6 juillet 1995 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, article 21, codifié aux articles L 236-13 à L 236-16 du code des communes ;

Vu la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988, article 10, modifiant l'article 6 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 ;

Vu la loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 modifiant le dernier alinéa du I de l'article 6 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 ;

Vu le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;

Vu le décret n° 88-588 du 6 mai 1988 -2° alinéa-, modifiant le décret n° 85-624 du 20 juin 1985 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 312-3 et R 331-18 ;

Oùï l'avis de sa commission finances et programmation ;

DELIBERE

Article premier : La communauté urbaine de Lyon accorde sa garantie à l'OPCHLM de Saint Priest pour un prêt de 292 000 F à contracter auprès de la Caisse des dépôts et consignations aux conditions suivantes : durée 15 ans, taux 6,50 %.

Ce prêt est destiné à financer la construction de 10 garages, rue Alfred de Musset à Saint Priest.

Au cas où l'OPCHLM de Saint Priest, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues ni des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Communauté s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple demande de la caisse prêteuse adressée par lettre-missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous ni exiger que la caisse prêteuse discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 2 : Le Conseil s'engage, pour cette opération, pendant toute la durée des périodes d'amortissement durant lesquelles seront dus à la fois les intérêts et l'amortissement, à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir les sommes dues.

Article 3 : Le Conseil autorise monsieur le président de la Communauté urbaine à intervenir à chacun des contrats de prêts qui seront passés entre l'OPCHLM de Saint Priest et la Caisse des dépôts et consignations et à signer les conventions à intervenir avec l'OPCHLM de Saint Priest pour la garantie du paiement des intérêts et du capital de(s) l'emprunt(s) susvisé(s).

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de l'OPCHLM de Saint Priest.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,